

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

EXERCICE 2023

1 - Présentation du Groupe

Le Groupe CENTRE FRANCE comporte au 31 décembre 2023, vingt-cinq sociétés représentant les domaines d'activité suivants :

<u>Activité</u>	<u>Nb Société</u>
Presse Quotidienne	9
Presse Hebdomadaire	1
Agences de Presse	1
Régie Publicitaire	1
Événementiel	2
Portage	1
Formation	1
Holding	3
Edition	1
Autres	5
Total	25

A.

2 - Variations du périmètre :

A - Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

B - Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

C - Variation du taux de détention

Augmentation de 93.48 % à 93.51% de la participation dans la société « LA REPUBLIQUE DU CENTRE » par rachat des intérêts minoritaires résiduels.

3 - Résultats du Groupe :

Le **chiffre d'affaires** consolidé s'élève à 158 513 K€, en baisse de 2,88 % par rapport à l'exercice 2022.

Le cumul des **produits d'exploitation** du Groupe est de 172 094 K€, en hausse de 1,32%.

Globalement, les **frais et charges d'exploitation** s'élèvent à 169 151 K€ en hausse de 0,01% par rapport à 2022.

Les **salaires et charges sociales** s'élèvent à 85 016 K€, en hausse de 0,97% par rapport à 2022.

Le **résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition** de l'exercice 2023 ressort à 2 943 K€, il est en hausse de 305 % par rapport à 2022.

Compte tenu de l'impact de l'amortissement des écarts d'acquisition de (2 213 K€), de l'incidence du résultat financier de (23 K€) en 2023, de la comptabilisation des charges et produits exceptionnels détaillé ci-après, et d'un impôt sur les sociétés de 592 K€, le **résultat net global du Groupe** s'élève à (1 219 K€) contre 62 K€ en 2022.

Le résultat exceptionnel correspond principalement à :

(en k euros)	2023	2022
Impact des IDR sur l'exercice	(301)	2 414
Dot et Rep aux prov pour Risques et charges	187	5 831
Plus ou moins value de cessions d'actifs	1 365	72
Dépréciations d'actifs immobilisés	(394)	
Indemnités diverses	(2 370)	(5 030)
Autres produits et charges	197	(347)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 316)	2 941

L'impôt sur les sociétés correspond principalement à :

(en k euros)	2023	2022
I.S. comptabilisé par les sociétés	308	114
Impôts différés	284	1 624
Total	592	1 739

Changement de méthode :

Aucun changement de méthode, d'appréciation ou de correction d'erreur n'a été constaté dans l'exercice, de nature à limiter la comparabilité des comptes consolidés de l'exercice par rapport à ceux des exercices précédents.

RESULTAT :

(en k euros)	2023	2022
Part du Groupe	(1 328)	14
Part des minoritaires	109	48
RESULTAT DU GROUPE	(1 219)	62

Nous signalons que le groupe CENTRE FRANCE a retenu depuis l'exercice 2021, pour l'établissement des comptes consolidés, le règlement ANC 2020-01 dans les conditions précisées dans l'annexe.

STRUCTURE FINANCIERE

Le fonds de roulement est :

(en k euros)	2023	2022
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	346	(174)

* *

*

A.

4 - SITUATION DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

Nous vous détaillons ci-après la situation des sociétés intégrés dans nos comptes consolidés.

4-0 LA MONTAGNE

Société mère du groupe.

L'exercice 2023 se solde par une perte de (2 680 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	82 446	84 771
Résultat courant	1 802	4 342
Résultat exceptionnel	(4 966)	(3 542)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(165)	(157)
Impôts sur les bénéfices	649	643
RESULTAT NET	(2 680)	1 286

4-1 AXELERYS

Société de moyen filiale de «CENTRE FRANCE COMMUNICATION», créée en novembre 2015.

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 111 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat courant	111	(6)
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	111	(6)

4-2 LE BERRY REPUBLICAIN

Société de presse filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 1 010 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	10 553	10 897
Résultat courant	1 003	959
Résultat exceptionnel	382	276
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(11)	(10)
Impôts sur les bénéfices	(364)	(323)
RESULTAT NET	1 010	902

4-3 CENTRE FRANCE INFO REGION « BOOSTER »

Société d'Agence de Presse filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (163) K€, le résultat se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	908	1 070
Résultat courant	(161)	3
Résultat exceptionnel		(37)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(2)	(2)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(163)	(36)

4-4 CENTRE FRANCE COMMUNICATION

Société Holding du Groupe « CENTRE FRANCE » sur « CLERMONT FERRAND - 63 », filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 56 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	789	1 216
Résultat courant	56	116
Résultat exceptionnel		73
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		10
RESULTAT NET	56	199

4-5 CENTRE FRANCE EVENEMENT

Société événementielle du Groupe « CENTRE FRANCE » à « CLERMONT FERRAND - 63 », filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (17) K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	5 647	6 479
Résultat courant	358	(392)
Résultat exceptionnel	(368)	9
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(7)	(7)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(17)	(390)

4-6 CENTRE FRANCE LIVRES « CFL »

Société d'édition de livres filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION », créée en décembre 2015.

L'exercice 2023 se solde par une perte de (224) K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	1 303	1 758
Résultat courant	(222)	(263)
Résultat exceptionnel		(2)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(2)	(2)
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(224)	(267)

4-7 CENTRE FRANCE PARC EXPO

Société événementielle du Groupe « CENTRE FRANCE » à « AUXERRE - 89 », filiale de « CENTRE FRANCE EVENEMENT ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 181 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	2 612	1 571
Résultat courant	233	77
Résultat exceptionnel	14	20
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(2)	(2)
Impôts sur les bénéfices	(64)	(24)
RESULTAT NET	181	71

4-8 CENTRE FRANCE PUBLICITE

Régie publicitaire du Groupe, filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (643 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	36 057	35 289
Résultat courant	(339)	(2 019)
Résultat exceptionnel	(260)	911
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(44)	(41)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(643)	(1 149)

4-9 DEDICAST

Société dans le domaine numérique situé sur SAINT-ETIENNE - 42, filiale de « AXELERYS » et créée en mai 2016.

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 27 K€, le résultat se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	1 322	1 354
Résultat courant	39	50
Résultat exceptionnel		(11)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(12)	(11)
RESULTAT NET	27	28

4-10 ECHO COMMUNICATION

Société de presse à « CHARTRES – 28 », filiale de « LA MONTAGNE » et de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 185 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	9 490	9 512
Résultat courant	557	(262)
Résultat exceptionnel	(306)	11
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(14)	(14)
Impôts sur les bénéfices	(52)	12
RESULTAT NET	185	(253)

4-11 ESJ PRO

Société de formation professionnelle de journalisme sur « LILLE - 59 », filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 91 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	3 046	3 550
Résultat courant	10	416
Résultat exceptionnel	86	(118)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(5)	(4)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	91	294

4-12 L'EVEIL DE LA HAUTE LOIRE

Société de presse sur « LE PUY EN VELAY- 43 », filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (442 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	4 022	4 141
Résultat courant	(456)	(223)
Résultat exceptionnel	19	17
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(5)	(5)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(442)	(211)

4-13 LE JOURNAL DU CENTRE

Société de presse à « NEVERS -58 » filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 290 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	8 389	8 624
Résultat courant	516	(2)
Résultat exceptionnel	(105)	143
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(11)	(10)
Impôts sur les bénéfices	(110)	(41)
RESULTAT NET	290	90

4-14 ZAP EDITIONS

Société qui édite le mensuel ZAP à « CLERMONT FERRAND - 63 », filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ». La société a été intégrée au périmètre du groupe le 1 août 2022.

L'exercice 2023 se solde par une perte de (87 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023 (12 mois)	2022 (5 mois)
Chiffre d'affaires	393	159
Résultat courant	(59)	(23)
Résultat exceptionnel	(28)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(87)	(23)

4-15 LA REPUBLIQUE DU CENTRE

Société de presse sur « ORLEANS - 45 » filiale de « LA MONTAGNE » et de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION » via la société « SOPAREP ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 378 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	11 291	11 595
Résultat courant	383	82
Résultat exceptionnel	11	120
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(16)	(16)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	378	186

4-16 CENTRE FRANCE HEBDOS

Société de presse hebdomadaire sur « CLERMONT-FERRAND - 63 ». Elle exploite les titres hebdomadaires du groupe. Filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (389 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	6 052	6 417
Résultat courant	(599)	(411)
Résultat exceptionnel	225	1 928
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(15)	(15)
Impôts sur les bénéfices	0	(23)
RESULTAT NET	(389)	1 479

4-17 LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST « NRCO »

Groupe de presse quotidienne régional sur la région de « TOURS – 37 ». Participation du groupe à hauteur de 16%.

Les comptes consolidés du groupe NRCO pour L'exercice 2023 se solde par un déficit de (194) K€.

4-18 LE POPULAIRE DU CENTRE

Société de presse à « LIMOGES – 87 », filiale de la société « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 975 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	11 943	12 467
Résultat courant	1 515	1 578
Résultat exceptionnel	(192)	(252)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(16)	(15)
Impôts sur les bénéfices	(332)	(331)
RESULTAT NET	975	980

4-19 CENTRE FRANCE PORTAGE

Société de portage pour les journaux du Groupe, filiale de la société « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (1 167) K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	8 778	9 113
Résultat courant	(932)	(567)
Résultat exceptionnel	(161)	1 208
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(74)	(63)
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(1 167)	578

4-20 CENTRE FRANCE SERVICES

Société filiale de la société « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (1 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat courant	(1)	(3)
Résultat exceptionnel	0	0
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(1)	(3)

4-21 SOCIETE DE PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DU CENTRE (SOPAREP)

Société Holding de la « REPUBLIQUE DU CENTRE », filiale de « LA MONTAGNE », de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION » et de la « NRCO ».

L'exercice 2023 se solde par une perte de (48 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat courant	(48)	(22)
Résultat exceptionnel	0	0
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(48)	(22)

4-22 CENTRE FRANCE MAGAZINES

Société de presse magazine au « PUY EN VELAY – 43 », filiale de la société « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 5 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	1 414	1 212
Résultat courant	8	156
Résultat exceptionnel	(3)	483
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	5	639

4-23 L'YONNE REPUBLICAINE

Société de presse à « AUXERRE – 89 », filiale de la société « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 776 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	14 011	14 440
Résultat courant	587	195
Résultat exceptionnel	179	(447)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(27)	(26)
Impôts sur les bénéfices	37	30
RESULTAT NET	776	(248)

4-24 VARENNE CENTRE FRANCE

Société de gestion de biens immobiliers, filiale de « LA MONTAGNE » et « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice de 213 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	302	313
Résultat courant	285	247
Résultat exceptionnel	(1)	21
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(71)	(67)
RESULTAT NET	213	201

5 - EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous n'avons pas d'information à donner sur l'évolution du périmètre.

L'année 2023 a été marquée par des mouvements de grève en janvier et février 2023, les titres du Groupe ont fait l'objet de jours de non-parution. Le groupe a connu en 2023 une détente sur les prix des matières premières Papier par rapport à 2022 mais avec une inflation qui reste relativement élevée.

Sans modifier son activité, Le Groupe va continuer à jouer son rôle d'acteur de vie locale et de lien social.

Malgré nos ambitions, l'année 2024 sera marqué par un contexte difficile, avec une érosion naturelle de notre diffusion, une inflation qui reste marquée, une dégradation du pouvoir d'achat de nos abonnés et un climat des affaires compliqué qui pourrait nuire à nos performances publicitaires, malgré nos ambitions. En 2024, le Groupe devra accélérer son adaptation aux évolutions du marché et anticiper les basculements de modèles.

A la date d'arrêté des comptes 2023 par le conseil d'administration, la direction n'anticipe pas, au titre du contexte décrit ci-dessus, des conséquences qui seraient de nature à remettre en cause la capacité du Groupe Centre France à poursuivre son exploitation.

Nous engageons en 2024 et au même titre que l'exercice précédent, à l'échelle du groupe, une réflexion sur nos différents pôles d'activités, portant sur la croissance et le développement de nos revenus et la maîtrise de nos charges.

6 - ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Conformément aux dispositions de l'article L225-100-2 du Code de Commerce, nous vous présentons une analyse financière du groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

Les produits d'exploitation s'élèvent à 172 094 K€ au 31 Décembre 2023 et sont en hausse de 1,32 %, avec un chiffre d'affaires en baisse de 2,89 %.

Le résultat d'exploitation du groupe s'élève à 2 943 K€ au 31 Décembre 2023 en hausse de 305 % par rapport à l'exercice précédent.

Le GROUPE CENTRE FRANCE dispose des instruments financiers pour financer son exploitation et sa croissance.

7 – AUTRES INFORMATIONS

7-1 Activités du groupe en matière de recherche et de développement

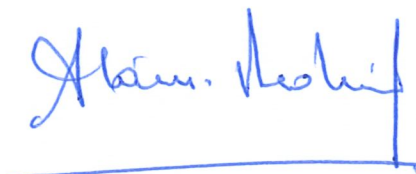
Le Groupe a une activité en matière de recherche et développement en ce qui concerne le digital.

7-2 Déclaration de performance extra-financière (DPEF)

Conformément aux dispositions prévues au I et au II de l'article R.225-105 une DPEF a été établie, ce document présente en particulier notre modèle d'affaires, les principaux risques, les politiques, les diligences et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance.

Il est annexé au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



LA MONTAGNE

Société anonyme au capital de 609 796,07 €

Siège social : 45 rue du Clos Four, 63100 CLERMONT-FERRAND

R.C.S : CLERMONT-FERRAND 856 200 159

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2023

Cabinet WOLFF & ASSOCIES

Siège social : 19 Bd Berthelot, 63400 CHAMALIERES

Membre de la Compagnie Régionale de **LYON-RIOM**

Cabinet LVA AUDIT

Siège social : 6 rue de Journiat-ZAC de Journiat, 63122 CEYRAT

Membre de la Compagnie Régionale de **LYON-RIOM**

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société LA MONTAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LA MONTAGNE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note « Faits significatifs » du chapitre I « PERIMETRE DE CONSOLIDATION » de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Les paragraphes D « Méthodes comptables » d-1 « Écarts d'acquisition » et d-2 « Immobilisations incorporelles » du chapitre II « PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'ÉVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE » de l'annexe des comptes consolidés indiquent les méthodes dont l'utilisation a présidé au calcul des amortissements ou des dépréciations des écarts d'acquisition ou des éléments incorporels.

Parallèlement, le paragraphe B « État des amortissements et provisions » du chapitre III « DETAILS DES COMPTES ACTIFS ET PASSIFS » retrace les mouvements intervenus au titre des écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles, ainsi que l'impact sur les comptes consolidés des amortissements et dépréciations pratiqués dans l'exercice.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre Société, et décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, sur la base des éléments disponibles à ce jour l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés, et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

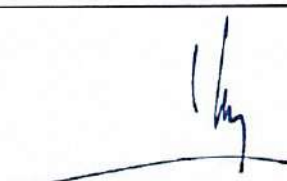
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à CEYRAT et à CHAMALIERES, le 21 mai 2024

Les Commissaires aux Comptes

SAS WOLFF & ASSOCIES

Patrick WOLFF



SAS LVA AUDIT

Sylvie MINGUET



SOMMAIRE

Comptes consolidés

Périmètre de Consolidation

Comptes consolidés au 31 décembre 2023

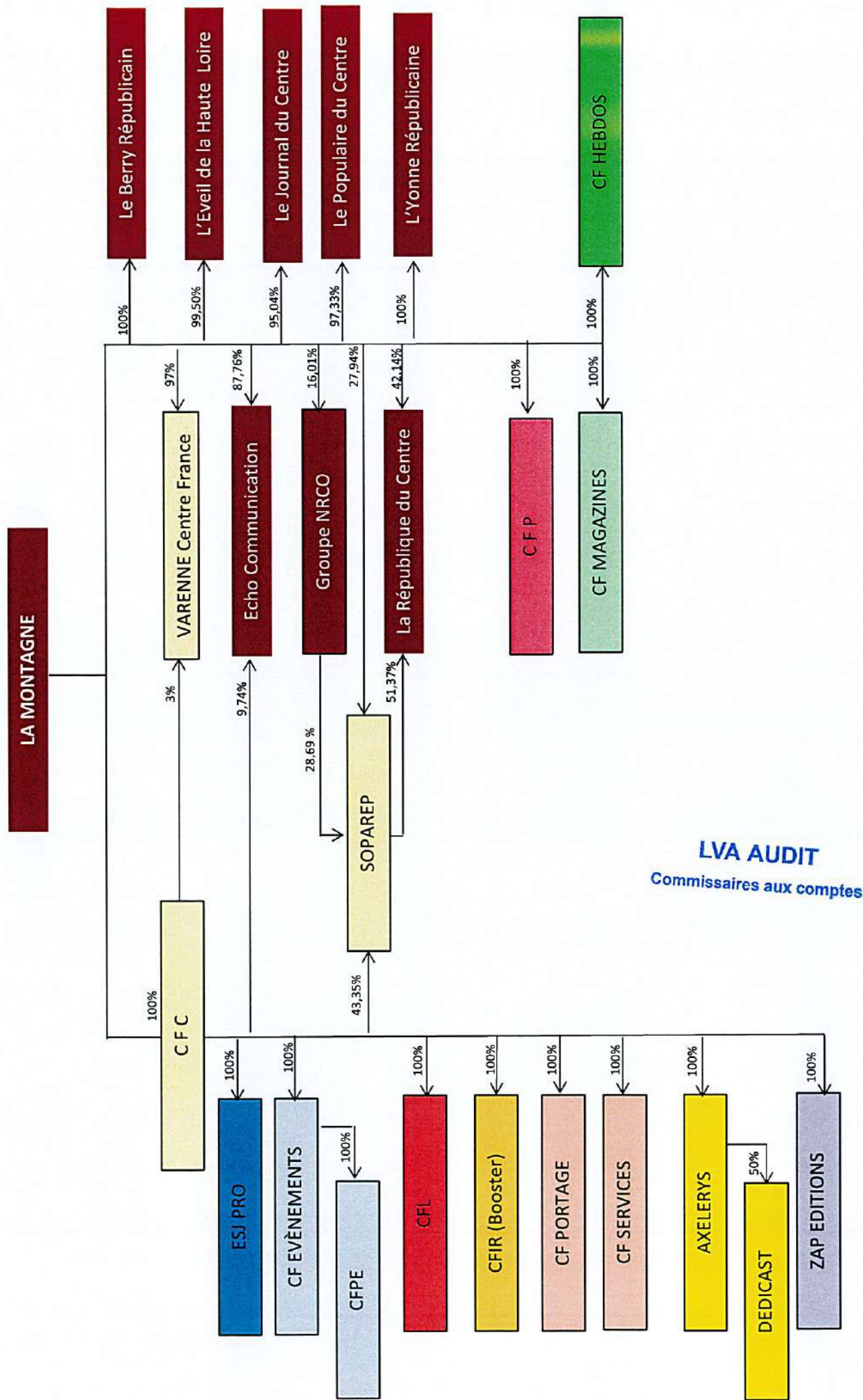
Bilan Actif - Passif

Compte de Résultat

Tableau de flux

Annexe des comptes consolidés

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes





LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2023

GROUPE CENTRE FRANCE

LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2023

(avant répartition en Euros)

ACTIF	2023	2022
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	29 001 647	31 789 005
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	26 127 877	27 903 596
Immobilisations corporelles	24 463 770	22 032 944
Immobilisations financières	11 664 745	11 100 371
Actif immobilisé	65 130 162	64 922 320
Actifs circulant		
Stocks et en-cours	1 361 339	1 751 702
Créances clients et comptes rattachés	16 507 353	16 261 057
Autres créances et comptes de régularisation	16 027 225	14 420 898
Valeurs mobilières de placement	4 114 100	3 271 950
Disponibilités	11 590 187	11 072 141
Total de l'actif	114 730 366	111 700 068
PASSIF	2023	2022
Capital	609 796	609 796
Réserves et résultat consolidés	25 032 933	26 128 452
Capitaux propres groupe	25 642 729	26 738 248
Intérêts des minoritaires	2 203 359	2 092 475
Fonds non remboursables et assimilés (TSDI)	5 000 000	5 000 000
Total Fonds Propres	32 846 088	33 830 723
Provisions pour risques et charges	13 611 970	13 846 909
Dettes		
Emprunts et dettes financières	9 118 248	4 431 447
Fournisseurs et comptes rattachés	11 392 098	11 735 779
Autres dettes et comptes de régularisation	47 761 962	47 855 210
Total du passif	114 730 366	111 700 068

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2023

(en Euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	158 512 818	163 228 290
Autres produits d'exploitation	10 900 259	4 054 349
Achats consommés	8 225 270	9 940 057
Charges de personnel (dont participation des salariés)	85 015 755	84 199 295
Autres charges d'exploitation	68 831 696	66 936 312
Impôts, taxes et versements assimilés	3 353 170	3 634 059
Excédent brut exploitation (EBE)	3 987 186	2 572 916
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	2 680 882	2 570 005
Dotations aux amortissements des immobilisations	3 054 626	2 971 052
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	670 054	1 444 597
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	2 943 388	727 272
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	2 213 093	2 198 150
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	730 295	(1 470 878)
Charges et produits financiers	(23 253)	476 189
Charges et produits exceptionnels	(1 315 805)	2 941 479
Impôts sur les résultats	592 042	1 738 680
Résultat net des entreprises intégrées	(1 200 805)	208 110
Résultat des sociétés mises en équivalence	(17 717)	(146 112)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 218 522)	61 998
Résultat hors-groupe	109 412	48 444
Résultat net (part du groupe)	(1 327 934)	13 554
Résultat par action	(33,20)	0,34
Résultat dilué par action	(33,20)	0,34
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	22,13	55,29

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

TABLEAU DES FLUX

(en Euros)	2023	2022
Résultat net des sociétés intégrées	(1 218 523)	61 998
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	5 352 195	(3 339 809)
Plus-values de cession (nettes d'impôt)	(1 366 018)	123 264
Variation des impôts différés	283 757	1 624 209
Q/P des résultats des sociétés mise en équivalence	17 717	146 112
Profit sur abandon		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 069 128	(1 384 226)
Dividendes reçues des sociétés mises en équivalence	117 451	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	346 384	(173 756)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 532 963	(1 557 982)
Acquisitions d'immobilisations	(8 620 986)	(9 054 425)
Cessions d'immobilisations (nettes d'impôt)	1 782 424	330 270
Incidences des variations de périmètre	(20 000)	(171 103)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(6 858 562)	(8 895 258)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(1 006)	
Augmentation ou diminutions de capital en numéraire		
Souscriptions d'emprunts	7 000 000	6 500 100
Remboursements d'emprunts (Dont Credit Bail)	(2 262 689)	(2 553 995)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 736 305	3 946 105
Trésorerie d'ouverture	14 293 581	20 800 716
Trésorerie de clôture	15 704 287	14 293 581
Variation de trésorerie	1 410 706	(6 507 135)

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes



LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

GROUPE CENTRE FRANCE

Comptes consolidés LA MONTAGNE

45 rue du Clos Four

63 056 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

Note liminaire

L'annexe des comptes consolidés ainsi développée, fait partie intégrante des comptes annuels consolidés de l'exercice 2023. Ces comptes annuels se caractérisent par les données suivantes :

Chiffre d'affaires	158 512 818
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	2 943 388
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	730 295
Résultat de l'ensemble consolidé	(1 218 522)
Résultat net (part du groupe)	(1 327 934)

LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

Présentation du Groupe

Le Groupe CENTRE FRANCE comporte au 31 décembre 2023 vingt-cinq Sociétés (cf. tableaux de l'organigramme et du périmètre de consolidation) représentant les domaines d'activité suivants :

<u>Activité</u>	<u>Nb Société</u>
Presse Quotidienne	9
Presse Hebdomadaire	1
Agences de Presse	1
Régie Publicitaire	1
Événementiel	2
Portage	1
Formation	1
Holding	3
Edition	1
Autres	5
Total	25

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I - Périmètre de consolidation.....	4
Variations du périmètre	
A - Sorties de périmètre	6
B - Entrées de périmètre	6
C - Variation du taux de détention	6
II - Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation	7
A - Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur... 7	
B - Méthodes de consolidation.....	7
C - Date d'arrêté des comptes des Sociétés	7
D - Méthodes comptables	8 à 11
III - Détails des comptes Actifs et Passifs	
A - État des immobilisations	12
B - État des amortissements et provisions	13
C - Suivi des écarts acquisition.....	14
D - Les opérations de location financement.....	15
E - Sociétés mises en équivalence	15
F - Stocks et en cours	15
G - Clients et comptes rattachés.....	16
H - Autres créances et comptes de Régularisation actif	16
I - Trésorerie.....	16
J - Tableau de variation des capitaux propres	17
K - État des provisions pour risques et charges	17
L - État des échéances des dettes.....	19
IV - Détail Compte de résultat	
A - Chiffre d'affaires consolidé par activité	20
B - Effectifs et frais de personnel.....	20
C - Rémunération des dirigeants	21
D - Résultat financier	21
E - Résultat exceptionnel	22
F - Impôt sur les sociétés	23 et 24
V - Autres informations	
A - Événements postérieurs à la clôture.....	26

I – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023

SOCIÉTÉS	Méthode de Consolidation		% contrôle Groupe		Activité
	2023	2022	2023	2022	
La Montagne	IG	IG	Consolidante	Consolidante	Presse Quotidienne
Le Berry Républicain	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Centre France Info Région	IG	IG	100,00	100,00	Agences de Presse
Centre France Communication	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Centre France Evenements	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Centre France Publicité	IG	IG	100,00	100,00	Régie Publicitaire
Centre France Portage	IG	IG	100,00	100,00	Portage
Centre France Services	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Echo Communication	IG	IG	97,50	97,50	Presse Quotidienne
ESJ PRO	IG	IG	100,00	100,00	Formation
Eveil de la Haute Loire	IG	IG	99,58	99,58	Presse Quotidienne
Journal Du Centre	IG	IG	95,04	95,04	Presse Quotidienne
La République du Centre	IG	IG	93,51	93,48	Presse Quotidienne
Centre France Hebdo	IG	IG	100,00	100,00	Presse Hebdomadaire
NRCO	ME	ME	16,01	16,01	Presse Quotidienne
Parc Expo	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Populaire du Centre	IG	IG	97,33	97,33	Presse Quotidienne
SOPAREP	IG	IG	71,28	71,28	Holding
Centre France magazines	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Varenne Centre France	IG	IG	100,00	100,00	Autres
L'Yonne Républicaine	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Axelerys	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Dedicast	ME	ME	50,00	50,00	Autres
Centre France Livre	IG	IG	100,00	100,00	Editions
Zap Editions	IG	IG	100,00	100,00	Autres

IG : intégration globale IP : intégration proportionnelle ME : mise en équivalence

Faits significatifs :

Le groupe a enregistré en janvier et février 2023 des mouvements de grève qui ont entraîné des jours de non-parution.

Le Groupe a procédé au cours de l'exercice à l'acquisition du terrain du futur centre d'impression situés à CEBAZAT. Les travaux de construction se sont poursuivis au cours de l'exercice. Les investissements réalisés au titre dudit projet sont comptabilisés en immobilisations en cours.

En application du décret n° 2023-132 du 24 février 2023 instituant une aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés ou portés et de la convention de mandat entre l'Etat et La Poste, La Poste assure, au nom et pour le compte de L'Etat, la liquidation et le paiement de l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés. A ce titre, les aides sont comptabilisées en subvention d'exploitation.

Le groupe a perçu au titre de l'exercice 2023 des aides "papiers" pour un montant de 1 000 000 €, conformément au décret n° 2023-331 du 3 mai 2023 instituant une aide exceptionnelle visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine. Ces aides commerciales sont comptabilisées en subvention d'exploitation.

S'agissant du plan filière (dit plan *PRIM* pour "Plan Réseau IMprimerie") signé par les partenaires sociaux et homologué par la DREETS en février 2022, les comptes consolidés annuels 2023 traduisent l'exécution du plan au résultat exceptionnel consolidé pour la partie des indemnités et congés de reclassement versés au cours de l'exercice.

Variation du périmètre :

A - Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

B - Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

C - Variation du taux de détention

Augmentation de 93.48 % à 93.51% de la participation dans la société « LA REPUBLIQUE DU CENTRE » par rachat des intérêts minoritaires résiduels.

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE

Le GROUPE CENTRE FRANCE applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01 pour l'établissement de ses comptes consolidés.

La consolidation du groupe CENTRE FRANCE répond aux méthodes préconisées par le règlement, avec notamment l'enregistrement des provisions pour indemnités de départ à la retraite, ainsi que la prise en compte des actifs et passifs d'impôts différés.

A Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur

Aucun changement de méthode, d'appréciation ou de correction d'erreur n'a été constaté dans l'exercice, de nature à limiter la comparabilité des comptes consolidés 2023 par rapport à ceux des exercices précédents.

A-1 Changement de présentation des comptes consolidés

Aucun changement de présentations des comptes consolidés n'est intervenu au titre de l'exercice par apport aux exercices précédents.

B Méthodes de consolidation

Les sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation sont celles dont LE GROUPE CENTRE FRANCE contrôle directement ou indirectement, conformément au Décret du 17 février 1986, plus de 20 % du capital, sauf si le Groupe estime avoir une influence notable sur la gestion de la société.

Les Sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Celles dans lesquelles le Groupe partage le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, les autres sont consolidées par mise en équivalence.

Les critères retenus ont conduit à sélectionner, outre la Société mère, les Sociétés figurant sur le tableau qui précède (Cf. : I – Périmètre de consolidation).

C Date d'arrêté des comptes des Sociétés

Les exercices des Sociétés consolidées correspondent à l'année civile, soit le 31 décembre 2023 pour un exercice social d'une durée de douze mois, à l'exclusion des sociétés créées ou acquises au cours de l'exercice.

D Méthodes comptables**d-1 Écarts d'acquisition :**

Les dispositions de la première application du règlement n°2015-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 relatif aux comptes consolidés sont traduites au niveau des comptes consolidés. Le Groupe CENTRE FRANCE a maintenu les plans d'amortissement antérieurs pour tous les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition « Goodwill » résultent du retraitement initial des sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du « GROUPE CENTRE FRANCE ». Ces écarts font l'objet d'un amortissement linéaire de 10 à 30 ans selon les activités.

Les frais pour l'acquisition des titres de participation (honoraires, frais de restructuration...) sont inclus dans la valorisation du « Goodwill ».

Ces mêmes « Goodwills » feraient l'objet d'un amortissement exceptionnel dans l'éventualité où les critères ayant présidé à l'acquisition des titres des sociétés concernées ne seraient plus durablement respectés.

Un tableau de la variation des « Goodwills » est présenté dans la partie « III – Détail des comptes Actifs et Passifs ».

d-2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des droits au bail non amortissables.

Les fonds de commerce sont amortis sur une durée de 30 ans en ce qui concerne les titres de presse quotidienne, 20 ans en ce qui concerne les titres de presse hebdomadaires et 10 ans en ce qui concerne les autres activités du groupe. Ces fonds font l'objet d'un amortissement exceptionnel lorsque leur valeur actuelle est inférieure à la valeur pour laquelle ils sont inscrits à l'actif à la lecture des tests de dépréciation pratiqués annuellement.

d-3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. La méthode de comptabilisation par composants a été appliquée aux constructions, conformément au règlement CRC 2002-10. Ce règlement a notamment été appliqué pour le traitement comptable du bâtiment « rue du Clos Four »

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des immobilisations et de leurs durées probables d'utilisation. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes (en années):

- Constructions	10 à 25 ans
- Matériel et Outillage	3 à 14 ans
- Installations Générales, Agencements	10 ans
- Matériel de Transport	5 ans
- Matériel Bureau et Informatique (dont Mobilier)	3 ans

d - 4 Opérations de location financement

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01, les biens financés selon un contrat de location financement et répondant aux critères d'activation sont comptabilisés à l'actif pour leur coût de revient et amortis selon la méthode présentée au point « d-3 Immobilisations corporelles ». La dette correspondante est inscrite au passif. Les charges de loyer sont annulées en contrepartie des charges financières et des amortissements économiques.

d-5 immobilisations financières

A l'exception des « titres mis en équivalence » dont la valeur est représentative de la quote-part détenue dans les sociétés considérées, les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur comptable historique. Elles font néanmoins l'objet de dépréciations individuelles lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires lors de la comparaison de cette valeur historique à leur valeur probable de réalisation.

Préalablement à leurs mises en équivalence, les titres «NRCO» détenus par le GROUPE CENTRE FRANCE ont été évalués à leur juste valeur.

d-6 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat et des frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de réalisation des éléments en stocks.

d-7 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet de dépréciations individuelles dans l'hypothèse où leur valeur probable de réalisation devient inférieure à la valeur historique pour laquelle elles sont inscrites à l'actif du bilan.

d-8 Autres créances et comptes de régularisation

Les autres créances comprennent notamment les créances sociales et fiscales, les débiteurs divers. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances est inférieure à leur valeur comptable.

d-9 Actifs d'Impôts différés

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé sur l'exercice correspond au taux légal en vigueur. Le taux d'imposition de 25% a été appliqué pour le calcul des impôts différés passif et actifs. Les créances d'impôts sur les reports déficitaires des filiales n'ont été retenues que pour les sociétés dont la probabilité de revenir à une situation bénéficiaire a été jugée raisonnable. Un netting d'impôts différés actif et passif a été opérée au niveau de chaque société.

d-10 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la date de la clôture.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de rachat de ces valeurs mobilières est inférieur à leur valeur au bilan.

d-11 Réserves

Il s'agit des réserves de la Société mère et de celles acquises dans les filiales depuis leur acquisition. Les amortissements dérogatoires et provisions réglementées sont retraitées.

d-12 Intérêts des minoritaires

Il s'agit pour toutes les filiales intégrées de la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette comptable et de leurs droits dans les résultats des Sociétés consolidées par intégration globale.

En ce qui concerne les sociétés dont les capitaux propres sont négatifs aucun intérêt minoritaire n'a été constaté.

d-13 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, à l'égard des tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Une provision pour indemnités de départ en retraite « IDR » a été calculée pour l'ensemble des sociétés du Groupe prenant en compte les tables de mortalité, un coefficient de rotation du personnel et un taux d'actualisation, le taux d'actualisation retenu pour l'exercice 2023 est de 3,45 % celui-ci s'élevait à 3,80 % en 2022.

La méthode retenue consiste à retenir pour l'évaluation des droits, l'ensemble de la période d'emploi du salarié soit à compter de sa date d'embauche jusqu'à sa date de départ en retraite. L'âge de départ à la retraite retenu en 2023 est de 64 ans contre 63 ans en 2022.

d-14 Provisions pour l'article 39 bis du CGI

Selon la règle en vigueur pour l'établissement des comptes consolidés, les provisions constituées dans le cadre de l'article « 39 bis du CG I » sont éliminées sous déduction de l'impôt s'y rattachant.

d-15 Subventions d'équipement

Ces subventions ont été inscrites en produits constatés d'avance.

d-16 Produits constatés d'avance

Le poste « Produits constatés d'avance » est constitué essentiellement de la « dette à servir aux abonnés » au titre des parutions à venir.

d-17 Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits qui échappent à la récurrence de l'activité des sociétés sont inscrits au résultat exceptionnel, au même titre que le résultat des cessions d'actifs immobilisés.

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

III – Détails des comptes Actifs et PassifsA - État des immobilisations

Les mouvements de l'actif immobilisé brut s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Variation périmètre		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	52 404		20			52 424
Immobilisations incorporelles	24 036	64			(8)	24 092
Immobilisations corporelles	126 974	5 539			(4 575)	127 938
Immobilisations financières	11 703	661			(98)	12 266
TOTAL	215 117	6 265	20	0	(4 681)	216 720

Les immobilisations financières au 31 décembre 2023 correspondent aux éléments suivants (en milliers d'euros) :

Titres de participations (non consolidés)	4 940
Autres titres immobilisés	606
Titres mis en équivalence	4 408
Prêts	1 653
Autres immobilisations financières	658
TOTAL	12 266

B - État des amortissements et provisions

Les mouvements des amortissements et des provisions s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Variation périmètre		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecarts d'acquisition	24 501	1 796				26 297
Immobilisations incorporelles (1)	20 150	1 072			(4)	21 218
Immobilisations corporelles	104 941	2 796			(4 263)	103 474
Immobilisations financières	601				(1)	599
TOTAL	150 193	5 664	0	0	(4 269)	151 589

(1) dont amortissements et provisions des fonds de commerce.

État des immobilisations nettes des amortissements et des provisions

(en milliers d'euros)	A nouveau	Actifs		Amort & Prov.		Solde
		Entrée	Sortie	Aug	Dim	
Ecarts d'acquisition	27 903	20		1 796		26 127
Immobilisations incorporelles	3 887	64	(8)	1 072	(4)	2 875
Immobilisations corporelles	22 032	5 539	(4 575)	2 796	(4 263)	24 463
Immobilisations financières	11 101	661	(98)		(1)	11 665
TOTAL	64 923	6 284	(4 681)	5 664	(4 268)	65 130

Dépréciation des goodwill et fonds de commerce

Les goodwill éléments incorporels des fonds de commerce font l'objet d'un amortissement linéaire sur 30 ans en ce qui concerne les titres de presse et sur 10 ans en ce qui concerne les autres activités du Groupe. L'amortissement des titres de presse et le choix d'une durée de 30 ans sont liés à la notion de « **MARQUE** », à la mutation numérique incontournable et à l'obsolescence programmée des supports papier.

Tests de dépréciation

Les Ecarts d'acquisition et fonds de commerce associés font l'objet de tests de dépréciation basés sur les flux prévisionnels de trésorerie attendus de l'exploitation des différents titres de presse quotidienne ou hebdomadaire. Chaque titre de presse quotidienne constitue une unité génératrice de trésorerie ; la presse hebdomadaire constitue une seule unité (CENTRE FRANCE HEBDOS).

Les flux prévisionnels de trésorerie résultent de la valeur actualisée des excédents bruts d'exploitation futurs calculés sur une période de six ans, associée à une valeur de sortie basée sur le chiffre d'affaires prévisionnel.

La comparaison des valeurs ainsi obtenues à celles résultant de l'amortissement linéaire des goodwills sur les durées précitées déclenche une dépréciation exceptionnelle dudit goodwill dans l'éventualité où la valeur des flux actualisés de trésorerie apparaît plus faible que la valeur, nette des amortissements pratiqués, de ces mêmes goodwills.

Selon cette définition, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2023.

C - Suivi des écarts acquisition (en k€)

(en milliers d'euros)	Valeur début période	Aug sur acquisition/Dot Amort	Aug sur variation de périmètre	Diminution	Valeur Fin de période
Valeur Brute	52 404	20			52 424
Amortissements	(24 501)	(1 796)			(26 297)
VNC	27 903				26 128

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

D – Les opérations de location financement

L'impact à la clôture de l'activation des biens financés par contrat de « location financement » peut être synthétisé comme suit :

en K euros

Nature	Valeurs Brutes	Amortissements	Nette fin N	Nette fin N-1
Constructions	2 990	(2 243)	747	897
Immobilisations financées en crédit bail	2 990	(2 243)	747	897

E – Sociétés mises en équivalence

Détail des titres des sociétés mises en équivalence :

Sociétés	Titres mis en équivalence		Contribution au résultat consolidé	
	N	N-1	N	N-1
NRCO	3 782	3 813	(31)	(160)
DEDICAST	626	495	13	14
Titres mis en équivalence	4 408	4 308	(18)	(146)

F – Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Matières premières, approvisionnements	1 119	(50)	1 069	1 307
En cours de biens	68		68	54
Produits intermédiaires et finis	378	(153)	225	390
Marchandises	0		0	0
TOTAL	1 565	(204)	1 361	1 752

Les stocks sont constitués principalement de matières premières (Papiers, encres, plaques). Les produits intermédiaires et finis correspondent aux stocks de livres.

G – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Créances clients	17 656	(1 148)	16 507	16 261
TOTAL	17 656	(1 148)	16 507	16 261

Toutes les échéances des créances clients et comptes rattachés sont exigibles à moins d'un an.

H – Autres créances et comptes de Régularisation actif

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Avances et acomptes versés	268		268	115
Autres créances (1)	11 125	(688)	10 437	8 375
Charges constatées d'avance	2 305		2 305	2 406
Actifs d'impôt différé	3 018		3 018	3 524
TOTAL	16 715	(688)	16 027	14 421

(1) Les autres créances sont constituées de la manière suivante (en valeur nette):

(en milliers d'euros)	valeur nette N	valeur nette N-1
TVA récupérable	3 331	3 003
Créance sociales et fiscales	1 456	2 932
Créances diverses	5 650	2 440
TOTAL	10 437	8 375

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

I - Trésorerie

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Valeurs Mobilières de placement	4 391	(277)	4 114	3 272
Disponibilités	11 590		11 590	11 072
Total trésorerie active	15 981	(277)	15 704	14 344
Concours bancaires courants			0	(51)
TRESORERIE NETTE	15 981	(277)	15 704	14 294

J- Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Groupe	Minoritaires	Totaux
Situation des capitaux propres consolidés d'ouverture	26 738	2 093	28 831
Résultat consolidé N	(1 328)	109	(1 219)
Variation de capital			0
Dividendes versés autres sociétés			0
Dividendes versés MEE	234		234
Variations de périmètre (1)			0
Autres variations (2)	(2)	2	(0)
Capitaux propres consolidés à la clôture	25 642	2 204	27 847

(1) Incidence rachats aux minoritaires du Groupe et sortie du périmètre

(2) Réaffectation d'une quote part des capitaux propres des minoritaires au Groupe (y compris ajustement sur taux de détention)

K- Provisions pour risques et charges

Les mouvements des provisions pour risques et charges s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Provisions pour risques et charges	5 858	2 562		(3 099)	5 322
Provisions pour I.D.R.	7 989	365		(64)	8 290
TOTAL	13 847	2 927	0	(3 162)	13 612

Détail des provisions pour risques et charges en fin d'exercice

(en milliers d'euros)	Montant
Provisions pour I.D.R.	8 290
Provisions pour litige sociaux et autres contentieux	4 733
Provision pour médaille du travail	319
Provisions clients et retours	270
Total provisions pour risques et charges	13 612

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

L - État des échéances des dettes

(en milliers d'euros)	Montant total	Montant à un an au plus	Montant à plus de 1 an et - de 5 ans	Montant à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des E.C.	9 111	1 703	3 880	3 528
Emprunts et dettes financières diverses	7	7		
Avances et acomptes	1 589	1 589		
Dettes fournisseurs	11 082	11 082		
Dettes fiscales et sociales	19 429	19 429		
Dettes sur immobilisations	310	310		
Passifs d'impôts différés	5 958	5 958		
Autres dettes	3 325	3 325		
Produits constatés d'avance	17 461	17 461		
TOTAL	68 272	60 864	3 880	3 528

Les produits constatés d'avance correspondants pour l'essentiel aux dettes abonnées à servir dans les titres de Presse et Hebdomadaire. Ces dettes sont individuellement calculées à l'aide du logiciel de gestion des ventes abonnées « ZUORA ».

L-1 Variation de l'endettement du Groupe

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Empr & dettes..Ets crédit	4 374	7 000		(2 263)	9 111
Intérêts courus sur emprunts	0				0
Concours bancaires courants	50			(50)	(0)
Emprunt en crédit-bail	0				0
Dettes financières diverses	8				8
TOTAL	4 431	7 000	0	(2 313)	9 118

Au cours de l'exercice, le Groupe a remboursé un montant de 2,31 M€ d'emprunts et de concours bancaires et a souscrit de nouveaux emprunts à hauteur de 7 M€.

Lignes de crédit

Le Groupe bénéficie de lignes de crédit d'un montant total de 4,784 Millions € réparties de la manière suivants :

○ BNP PARIBAS	0,5 M€
○ SOCIETE GENERALE	0,45 M€
○ CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE	1,5 M€
○ ARKEA	0,834 M€
○ CREDIT AGRICOLE	1,5 M€

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

IV – Détail Compte de résultat**A - Chiffre d'affaires consolidé par activité****Récap par activité :**

Activité	CA en k euros	
	2023	2022
Presse Quotidienne	94 066	99 377
Presse Hebdo	4 533	4 596
Publicitaire	35 341	35 835
Labeur	819	756
numérique contenus + Pub	9 882	8 192
Formation	3 039	3 520
Editions	1 236	1 638
Evenementiel	6 919	6 657
Autres	2 677	2 657
TOTAL	158 512	163 228

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

B – Effectifs et frais de personnel

Les effectifs du groupe sont de 1 463 personnes en 2023 contre 1 463 personnes au 31 décembre 2022.

	2023	2022
Effectif périmètre constant n/n-1	1 463	1 460
Effectif sur variation périmètre		3
Total effectif groupe Centre France	1 463	1 463

La participation des salariés est comptabilisée dans les charges de personnel, elle s'élève à un montant de 417 K€ en 2023 contre 390 K€ en 2022.

L'intéressement des salariés est comptabilisé dans les charges de personnel pour un montant de 406 K€ en 2023 contre 366 K€ en 2022 ;

Les frais de personnels se décomposent de la manière suivante

Les frais de personnels évoluent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Salaires et traitements	62 287	61 337
Charges sociales	22 728	22 862
Total frais de personnel	85 016	84 199

C – Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations allouées au titre de leurs mandats est de 929 939 euros.

D – Résultat financier

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

Les principaux éléments du résultat financier sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2023	2022
Autres produits de participation	30	504
Produits des autres val. Mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	284	98
Produits nets sur cessions de VMP		
Reprises de provisions, transferts charges	101	12
Autres produits financiers	0	0
PRODUITS FINANCIERS	415	615
Intérêts et charges assimilés	(439)	(70)
Dotations aux provisions financières (VMP et comptes courants)	0	(65)
Autres charges financières	0	(4)
CHARGES FINANCIERES	(439)	(138)
RESULTAT FINANCIER	(23)	476

E - Résultat exceptionnel

Les principaux éléments du résultat exceptionnel sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2023	2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	551	1 514
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	1 644	105
Reprises de provisions, transferts charges	1 922	10 988
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 117	12 607
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(3 108)	(8 663)
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	(194)	(198)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(2 131)	(805)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(5 433)	(9 666)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 316)	2 941

Le détail du résultat exceptionnel 2023 est le suivant :

(en k euros)	2023	2022
Impact des IDR sur l'exercice	(301)	2 414
Dot et Rep aux prov pour Risques et charges	187	5 831
Plus ou moins value de cessions d'actifs	1 365	72
Dépréciations d'actifs immobilisés	(394)	
Indemnités départs et versements sur litiges	(2 370)	(5 030)
Autres produits et charges	197	(347)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 316)	2 941

F - Impôt sur les sociétés

Détail de l'impôt sur les sociétés :

(en k euros)	2023	2022
I.S. comptabilisé par les sociétés	308	114
Impôts différés	284	1 624
Total	592	1 739

Preuve de l'impôt :

(en k euros)	2023	2022
Résultat consolidé	(1 219)	62
IS consolidé (I)	592	1 739
Résultat consolidé avant IS	(626)	1 801
Amortissements des goodwill	2 213	2 198
Charges définitivement non déductibles	140	556
Reports déficitaires non activés	1 058	3 372
Autres retraitements	0	0
Résultat sur MEE	18	146
Résultat consolidé corrigé	2 802	8 073
Impôts Théorique à 25% (II)	701	2 018
Crédit d'impôts	(109)	(279)
Ecart entre IS consolidé et IS théorique (I-II)	0	(0)

Limitation des reports déficitaires sur les filiales suivantes :

- LA REPUBLIQUE DU CENTRE
- CENTRE FRANCE HEBDOS
- CENTRE FRANCE PUBLICITE
- L'YONNE REPUBLICAINE

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

Les déficits non activés au 31 décembre 2023 s'élèvent à un montant de 33 023 K€.

Analyse des impositions différées de l'exercice

	Impôt différé début	Variation périmètre	Impact Résultat	Impôt différé fin
Ecart sur prov. ND ex. comptab.	147		23	169
Suppression sub invest	0		61	61
Reports déficitaires	2 574		(691)	1 883
IDR	1 997		75	2 072
Homogén. / Cession intra	905			905
Limitation fiscalité différée active	0			0
TOTAL I.D ACTIF	5 623	0	(532)	5 092
Provisions réglementées	(7 170)		210	(6 960)
Provisions sur titres et C/C	(693)			(693)
Provisions sur filiales intégrées	0			0
Crédit Bail	(222)		37	(185)
Homogén. / Cession intra	(194)			(194)
TOTAL I.D PASSIF	(8 279)	0	248	(8 032)
SOLDE	(2 656)	0	(284)	(2 940)

Solde impôt différé Actif	3 525
Solde impôt différé Passif	(6 181)
Solde impôt différé	(2 656)

3 018
(5 958)
(2 940)

G- Engagements hors bilan

A - Les engagements donnés par le Groupe à différents organismes bancaires ou financiers sont les suivants :

Emprunteur	Prêteur	Nature	Engagements	Valeur
La Montagne	BPI	Montant de 50 000 € sequestré comme gage espèces remboursé au terme du contrat.	Capital restant du	200 000 €
La Montagne	ARKEA	Nantissement sur le fonds de commerce LA MONTAGNE	Capital restant du	25 298 €
La Montagne	CE	Nantissement sur le fonds de commerce LA MONTAGNE	Capital restant du	101 558 €
La Montagne	CACF	Nantissement sur le fonds de commerce LA MONTAGNE	Capital restant du	202 755 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	167 100 €
La Montagne	CEAL	Nantissement	Capital restant du	209 062 €
La Montagne	BPI	Nantissement	Capital restant du	208 333 €
La Montagne	SG	Nantissement	Capital restant du	322 962 €
La Montagne	CEAL	Nantissement	Capital restant du	336 565 €
La Montagne	BNP	Nantissement	Capital restant du	307 904 €
La Montagne	CE	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	ARKEA	Nantissement	Capital restant du	500 000 €
La Montagne	CE	Hypothèque	Capital restant du	628 000 €
La Montagne	CACF	Hypothèque	Capital restant du	523 000 €
La Montagne	BNP	Hypothèque	Capital restant du	258 000 €
La Montagne	SG	Hypothèque	Capital restant du	172 000 €
La Montagne	ARKEA	Hypothèque	Capital restant du	419 000 €
La Montagne	BPI	Montant sequestré comme gage espèces	Capital restant du	2 500 000 €
TOTAL				9 081 537 €

En 2019, la société a procédé à la mise en place d'un contrat de FIDUCIE-GESTION au titre du rachat des titres d'un ancien actionnaire. Les titres en FIDUCIE sont comptabilisés au 31 décembre 2023 en immobilisations financières pour leur valeur d'acquisition.

V – Autres informations

A – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à mentionner.

A la date d'arrêté des comptes 2023 par le conseil d'administration, la continuité d'exploitation du Groupe n'est pas remise en cause.

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes



GROUPE CENTRE FRANCE

Comptes Consolidés

Exercice 2023

SOMMAIRE

Comptes consolidés

Périmètre de Consolidation

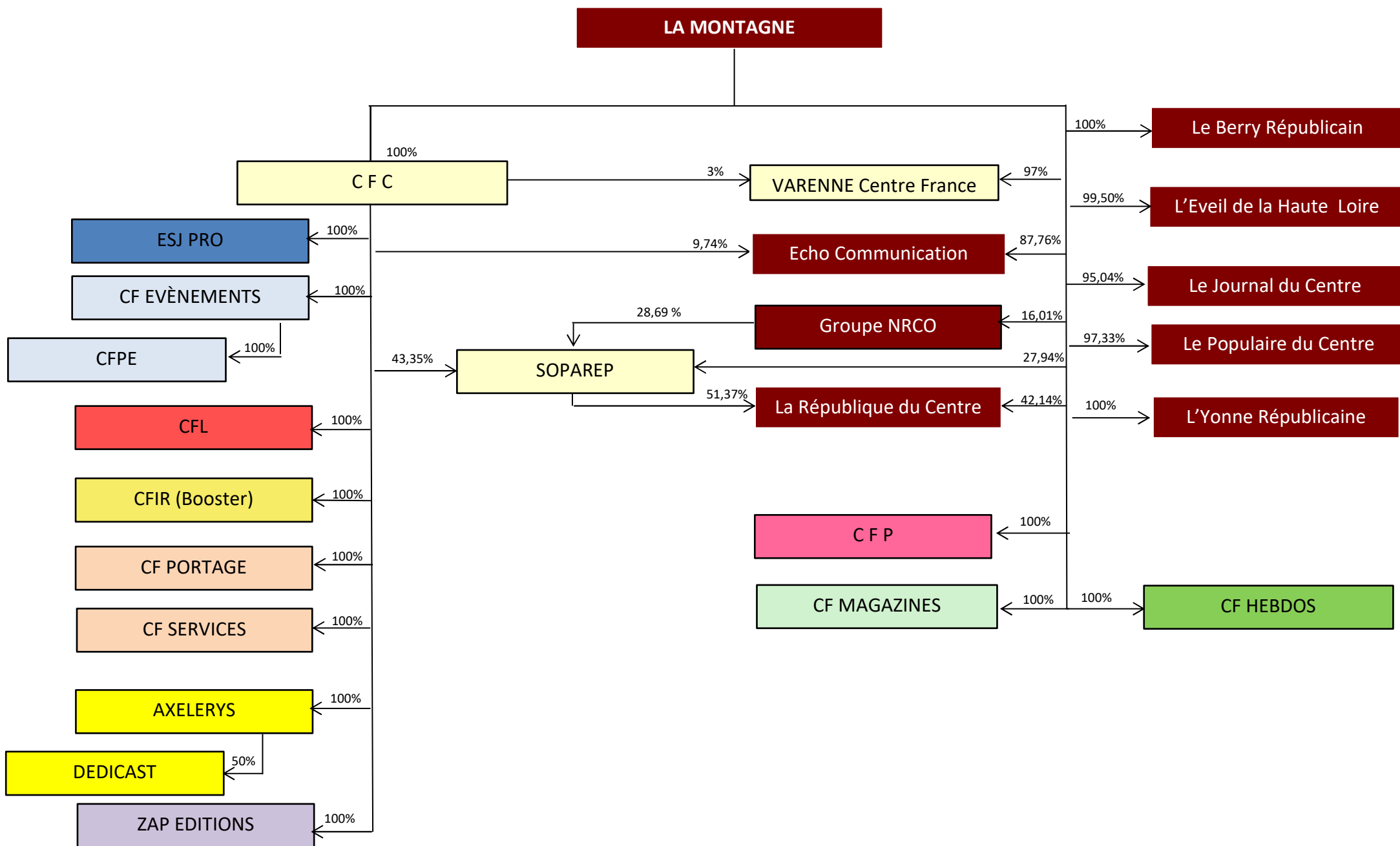
Comptes consolidés au 31 décembre 2023

Bilan Actif - Passif

Compte de Résultat

Tableau de flux

Annexe des comptes consolidés





COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2023

GROUPE CENTRE FRANCE

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2023

(avant répartition en Euros)

ACTIF	2023	2022
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	29 001 647	31 789 005
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	26 127 877	27 903 596
Immobilisations corporelles	24 463 770	22 032 944
Immobilisations financières	11 664 745	11 100 371
Actif immobilisé	65 130 162	64 922 320
Actifs circulant		
Stocks et en-cours	1 361 339	1 751 702
Créances clients et comptes rattachés	16 507 353	16 261 057
Autres créances et comptes de régularisation	16 027 225	14 420 898
Valeurs mobilières de placement	4 114 100	3 271 950
Disponibilités	11 590 187	11 072 141
Total de l'actif	114 730 366	111 700 068

PASSIF	2023	2022
Capital	609 796	609 796
Réserves et résultat consolidés	25 032 933	26 128 452
Capitaux propres groupe	25 642 729	26 738 248
Intérêts des minoritaires	2 203 359	2 092 475
Fonds non remboursables et assimilés (TSDI)	5 000 000	5 000 000
Total Fonds Propres	32 846 088	33 830 723
Provisions pour risques et charges	13 611 970	13 846 909
Dettes		
Emprunts et dettes financières	9 118 248	4 431 447
Fournisseurs et comptes rattachés	11 392 098	11 735 779
Autres dettes et comptes de régularisation	47 761 962	47 855 210
Total du passif	114 730 366	111 700 068

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2023

(en Euros)	2023	2022
Chiffre d'affaires	158 512 818	163 228 290
Autres produits d'exploitation	10 900 259	4 054 349
Achats consommés	8 225 270	9 940 057
Charges de personnel (dont participation des salariés)	85 015 755	84 199 295
Autres charges d'exploitation	68 831 696	66 936 312
Impôts, taxes et versements assimilés	3 353 170	3 634 059
Excédent brut exploitation (EBE)	3 987 186	2 572 916
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	2 680 882	2 570 005
Dotations aux amortissements des immobilisations	3 054 626	2 971 052
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	670 054	1 444 597
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	2 943 388	727 272
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	2 213 093	2 198 150
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	730 295	(1 470 878)
Charges et produits financiers	(23 253)	476 189
Charges et produits exceptionnels	(1 315 805)	2 941 479
Impôts sur les résultats	592 042	1 738 680
Résultat net des entreprises intégrées	(1 200 805)	208 110
Résultat des sociétés mises en équivalence	(17 717)	(146 112)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 218 522)	61 998
Résultat hors-groupe	109 412	48 444
Résultat net (part du groupe)	(1 327 934)	13 554
Résultat par action	(33,20)	0,34
Résultat dilué par action	(33,20)	0,34
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	22,13	55,29

TABLEAU DES FLUX

(en Euros)

2023

2022

Résultat net des sociétés intégrées

(1 218 523)

61 998

Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :

Amortissements et provisions	5 352 195	(3 339 809)
Plus-values de cession (nettes d'impôt)	(1 366 018)	123 264
Variation des impôts différés	283 757	1 624 209
Q/P des résultats des sociétés mise en équivalence	17 717	146 112
Profit sur abandon		

Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées

3 069 128

(1 384 226)

Dividendes reçues des sociétés mises en équivalence	117 451	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	346 384	(173 756)

Flux net de trésorerie généré par l'activité

3 532 963

(1 557 982)

Acquisitions d'immobilisations	(8 620 986)	(9 054 425)
Cessions d'immobilisations (nettes d'impôt)	1 782 424	330 270
Incidences des variations de périmètre	(20 000)	(171 103)

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

(6 858 562)

(8 895 258)

Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(1 006)	
Augmentation ou diminutions de capital en numéraire		
Souscriptions d'emprunts	7 000 000	6 500 100
Remboursements d'emprunts (Dont Credit Bail)	(2 262 689)	(2 553 995)

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

4 736 305

3 946 105

Trésorerie d'ouverture	14 293 581	20 800 716
Trésorerie de clôture	15 704 287	14 293 581

Variation de trésorerie

1 410 706

(6 507 135)

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

Alain. Molin

GROUPE CENTRE FRANCE

Comptes consolidés LA MONTAGNE

45 rue du Clos Four

63 056 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

Note liminaire

L'annexe des comptes consolidés ainsi développée, fait partie intégrante des comptes annuels consolidés de l'exercice 2023. Ces comptes annuels se caractérisent par les données suivantes :

Chiffre d'affaires	158 512 818
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	2 943 388
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	730 295
Résultat de l'ensemble consolidé	(1 218 522)
Résultat net (part du groupe)	(1 327 934)

Présentation du Groupe

Le Groupe CENTRE FRANCE comporte au 31 décembre 2023 vingt-cinq Sociétés (cf. tableaux de l'organigramme et du périmètre de consolidation) représentant les domaines d'activité suivants :

<u>Activité</u>	<u>Nb Société</u>
Presse Quotidienne	9
Presse Hebdomadaire	1
Agences de Presse	1
Régie Publicitaire	1
Événementiel	2
Portage	1
Formation	1
Holding	3
Edition	1
Autres	5
Total	25

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I - Périmètre de consolidation.....	4
Variations du périmètre	
A - Sorties de périmètre	6
B - Entrées de périmètre	6
C - Variation du taux de détention	6
II - Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation	7
A - Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur ...	7
B - Méthodes de consolidation.....	7
C - Date d'arrêté des comptes des Sociétés	7
D - Méthodes comptables	8 à 11
III - Détails des comptes Actifs et Passifs	
A - État des immobilisations	12
B - État des amortissements et provisions	13
C - Suivi des écarts acquisition.....	14
D - Les opérations de location financement.....	15
E - Sociétés mises en équivalence	15
F - Stocks et en cours	15
G - Clients et comptes rattachés.....	16
H - Autres créances et comptes de Régularisation actif	16
I - Trésorerie.....	16
J - Tableau de variation des capitaux propres	17
K - État des provisions pour risques et charges	17
L - État des échéances des dettes.....	19
IV - Détail Compte de résultat	
A - Chiffre d'affaires consolidé par activité	20
B - Effectifs et frais de personnel.....	20
C - Rémunération des dirigeants	21
D - Résultat financier	21
E - Résultat exceptionnel	22
F - Impôt sur les sociétés	23 et 24
V - Autres informations	
A - Événements postérieurs à la clôture.....	26

I – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023

SOCIETES	Méthode de Consolidation		% contrôle Groupe		Activité
	2023	2022	2023	2022	
La Montagne	IG	IG	Consolidante	Consolidante	Presse Quotidienne
Le Berry Républicain	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Centre France Info Région	IG	IG	100,00	100,00	Agences de Presse
Centre France Communication	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Centre France Evenements	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Centre France Publicité	IG	IG	100,00	100,00	Régie Publicitaire
Centre France Portage	IG	IG	100,00	100,00	Portage
Centre france Services	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Echo Communication	IG	IG	97,50	97,50	Presse Quotidienne
ESJ PRO	IG	IG	100,00	100,00	Formation
Eveil de la Haute Loire	IG	IG	99,58	99,58	Presse Quotidienne
Journal Du Centre	IG	IG	95,04	95,04	Presse Quotidienne
La République du Centre	IG	IG	93,51	93,48	Presse Quotidienne
Centre France Hebdos	IG	IG	100,00	100,00	Presse Hebdomadaire
NRCO	ME	ME	16,01	16,01	Presse Quotidienne
Parc Expo	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Populaire du Centre	IG	IG	97,33	97,33	Presse Quotidienne
SOPAREP	IG	IG	71,28	71,28	Holding
Centre France magazines	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Varenne Centre France	IG	IG	100,00	100,00	Autres
L'Yonne Républicaine	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Axelerys	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Dedicast	ME	ME	50,00	50,00	Autres
Centre France Livre	IG	IG	100,00	100,00	Editions
Zap Editions	IG	IG	100,00	100,00	Autres

IG : intégration globale IP : intégration proportionnelle ME : mise en équivalence

Faits significatifs :

Le groupe a enregistré en janvier et février 2023 des mouvements de grève qui ont entraîné des jours de non-parution.

Le Groupe a procédé au cours de l'exercice à l'acquisition du terrain du futur centre d'impression situés à CEBAZAT. Les travaux de construction se sont poursuivis au cours de l'exercice. Les investissements réalisés au titre dudit projet sont comptabilisés en immobilisations en cours.

En application du décret n° 2023-132 du 24 février 2023 instituant une aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés ou portés et de la convention de mandat entre l'Etat et La Poste, La Poste assure, au nom et pour le compte de L'Etat, la liquidation et le paiement de l'aide à l'exemplaire pour les titres de presse postés. A ce titre, les aides sont comptabilisées en subvention d'exploitation.

Le groupe a perçu au titre de l'exercice 2023 des aides "papiers" pour un montant de 1 000 000 €, conformément au décret n° 2023-331 du 3 mai 2023 instituant une aide exceptionnelle visant à compenser la hausse de certains coûts de production des publications imprimées des entreprises éditrices de presse particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine. Ces aides commerciales sont comptabilisées en subvention d'exploitation.

S'agissant du plan filière (dit plan *PRIM* pour "Plan Réseau IMprimerie") signé par les partenaires sociaux et homologué par la DREETS en février 2022, les comptes consolidés annuels 2023 traduisent l'exécution du plan au résultat exceptionnel consolidé pour la partie des indemnités et congés de reclassement versés au cours de l'exercice.

Variation du périmètre :

A - Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

B - Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

C - Variation du taux de détention

Augmentation de 93.48 % à 93.51% de la participation dans la société « LA REPUBLIQUE DU CENTRE » par rachat des intérêts minoritaires résiduels.

II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE

Le GROUPE CENTRE FRANCE applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01 pour l'établissement de ses comptes consolidés.

La consolidation du groupe CENTRE FRANCE répond aux méthodes préconisées par le règlement, avec notamment l'enregistrement des provisions pour indemnités de départ à la retraite, ainsi que la prise en compte des actifs et passifs d'impôts différés.

A Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur

Aucun changement de méthode, d'appréciation ou de correction d'erreur n'a été constaté dans l'exercice, de nature à limiter la comparabilité des comptes consolidés 2023 par rapport à ceux des exercices précédents.

A-1 Changement de présentation des comptes consolidés

Aucun changement de présentations des comptes consolidés n'est intervenu au titre de l'exercice par apport aux exercices précédents.

B Méthodes de consolidation

Les sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation sont celles dont LE GROUPE CENTRE FRANCE contrôle directement ou indirectement, conformément au Décret du 17 février 1986, plus de 20 % du capital, sauf si le Groupe estime avoir une influence notable sur la gestion de la société.

Les Sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Celles dans lesquelles le Groupe partage le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, les autres sont consolidées par mise en équivalence.

Les critères retenus ont conduit à sélectionner, outre la Société mère, les Sociétés figurant sur le tableau qui précède (Cf. : I – Périmètre de consolidation).

C Date d'arrêté des comptes des Sociétés

Les exercices des Sociétés consolidées correspondent à l'année civile, soit le 31 décembre 2023 pour un exercice social d'une durée de douze mois, à l'exclusion des sociétés créées ou acquises au cours de l'exercice.

D Méthodes comptables**d-1 Écarts d'acquisition :**

Les dispositions de la première application du règlement n°2015-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 relatif aux comptes consolidés sont traduites au niveau des comptes consolidés. Le Groupe CENTRE FRANCE a maintenu les plans d'amortissement antérieurs pour tous les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition « Goodwill » résultent du retraitement initial des sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du « GROUPE CENTRE FRANCE ». Ces écarts font l'objet d'un amortissement linéaire de 10 à 30 ans selon les activités.

Les frais pour l'acquisition des titres de participation (honoraires, frais de restructuration...) sont inclus dans la valorisation du « Goodwill ».

Ces mêmes « Goodwills » feraient l'objet d'un amortissement exceptionnel dans l'éventualité où les critères ayant présidé à l'acquisition des titres des sociétés concernées ne seraient plus durablement respectés.

Un tableau de la variation des « Goodwills » est présenté dans la partie « III – Détail des comptes Actifs et Passifs ».

d-2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des droits au bail non amortissables.

Les fonds de commerce sont amortis sur une durée de 30 ans en ce qui concerne les titres de presse quotidienne, 20 ans en ce qui concerne les titres de presse hebdomadaires et 10 ans en ce qui concerne les autres activités du groupe. Ces fonds font l'objet d'un amortissement exceptionnel lorsque leur valeur actuelle est inférieure à la valeur pour laquelle ils sont inscrits à l'actif à la lecture des tests de dépréciation pratiqués annuellement.

d-3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. La méthode de comptabilisation par composants a été appliquée aux constructions, conformément au règlement CRC 2002-10. Ce règlement a notamment été appliqué pour le traitement comptable du bâtiment « rue du Clos Four »

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des immobilisations et de leurs durées probables d'utilisation. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes (en années):

- Constructions	10 à 25 ans
- Matériel et Outillage	3 à 14 ans
- Installations Générales, Agencements	10 ans
- Matériel de Transport	5 ans
- Matériel Bureau et Informatique (dont Mobilier)	3 ans

d - 4 Opérations de location financement

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01, les biens financés selon un contrat de location financement et répondant aux critères d'activation sont comptabilisés à l'actif pour leur coût de revient et amortis selon la méthode présentée au point « d-3 Immobilisations corporelles ». La dette correspondante est inscrite au passif. Les charges de loyer sont annulées en contrepartie des charges financières et des amortissements économiques.

d-5 immobilisations financières

A l'exception des « titres mis en équivalence » dont la valeur est représentative de la quote-part détenue dans les sociétés considérées, les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur comptable historique. Elles font néanmoins l'objet de dépréciations individuelles lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires lors de la comparaison de cette valeur historique à leur valeur probable de réalisation.

Préalablement à leurs mises en équivalence, les titres «NRCO» détenus par le GROUPE CENTRE FRANCE ont été évalués à leur juste valeur.

d-6 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat et des frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de réalisation des éléments en stocks.

d-7 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet de dépréciations individuelles dans l'hypothèse où leur valeur probable de réalisation devient inférieure à la valeur historique pour laquelle elles sont inscrites à l'actif du bilan.

d-8 Autres créances et comptes de régularisation

Les autres créances comprennent notamment les créances sociales et fiscales, les débiteurs divers. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances est inférieure à leur valeur comptable.

d-9 Actifs d'Impôts différés

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé sur l'exercice correspond au taux légal en vigueur. Le taux d'imposition de 25% a été appliqué pour le calcul des impôts différés passif et actifs. Les créances d'impôts sur les reports déficitaires des filiales n'ont été retenues que pour les sociétés dont la probabilité de revenir à une situation bénéficiaire a été jugée raisonnable. Un netting d'impôts différés actif et passif a été opérée au niveau de chaque société.

d-10 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la date de la clôture.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de rachat de ces valeurs mobilières est inférieur à leur valeur au bilan.

d-11 Réserves

Il s'agit des réserves de la Société mère et de celles acquises dans les filiales depuis leur acquisition. Les amortissements dérogatoires et provisions réglementées sont retraitées.

d-12 Intérêts des minoritaires

Il s'agit pour toutes les filiales intégrées de la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette comptable et de leurs droits dans les résultats des Sociétés consolidées par intégration globale.

En ce qui concerne les sociétés dont les capitaux propres sont négatifs aucun intérêt minoritaire n'a été constaté.

d-13 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, à l'égard des tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Une provision pour indemnités de départ en retraite « IDR » a été calculée pour l'ensemble des sociétés du Groupe prenant en compte les tables de mortalité, un coefficient de rotation du personnel et un taux d'actualisation, le taux d'actualisation retenu pour l'exercice 2023 est de 3,45 % celui-ci s'élevait à 3,80 % en 2022.

La méthode retenue consiste à retenir pour l'évaluation des droits, l'ensemble de la période d'emploi du salarié soit à compter de sa date d'embauche jusqu'à sa date de départ en retraite. L'âge de départ à la retraite retenu en 2023 est de 64 ans contre 63 ans en 2022.

d-14 Provisions pour l'article 39 bis du CGI

Selon la règle en vigueur pour l'établissement des comptes consolidés, les provisions constituées dans le cadre de l'article « 39 bis du CG I » sont éliminées sous déduction de l'impôt s'y rattachant.

d-15 Subventions d'équipement

Ces subventions ont été inscrites en produits constatés d'avance.

d-16 Produits constatés d'avance

Le poste « Produits constatés d'avance » est constitué essentiellement de la « dette à servir aux abonnés » au titre des parutions à venir.

d-17 Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits qui échappent à la récurrence de l'activité des sociétés sont inscrits au résultat exceptionnel, au même titre que le résultat des cessions d'actifs immobilisés.

III – Détails des comptes Actifs et Passifs**A - État des immobilisations**

Les mouvements de l'actif immobilisé brut s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Variation périmètre		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	52 404		20			52 424
Immobilisations incorporelles	24 036	64			(8)	24 092
Immobilisations corporelles	126 974	5 539			(4 575)	127 938
Immobilisations financières	11 703	661			(98)	12 266
TOTAL	215 117	6 265	20	0	(4 681)	216 720

Les **immobilisations financières** au 31 décembre 2023 correspondent aux éléments suivants (en milliers d'euros) :

Titres de participations (non consolidés)	4 940
Autres titres immobilisés	606
Titres mis en équivalence	4 408
Prêts	1 653
Autres immobilisations financières	658
TOTAL	12 266

B - État des amortissements et provisions

Les mouvements des amortissements et des provisions s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Variation périmètre		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	24 501	1 796				26 297
Immobilisations incorporelles (1)	20 150	1 072			(4)	21 218
Immobilisations corporelles	104 941	2 796			(4 263)	103 474
Immobilisations financières	601				(1)	599
TOTAL	150 193	5 664	0	0	(4 269)	151 589

(1) dont amortissements et provisions des fonds de commerce.

État des immobilisations nettes des amortissements et des provisions

(en milliers d'euros)	A nouveau	Actifs		Amort & Prov.		Solde
		Entrée	Sortie	Aug	Dim	
Ecart d'acquisition	27 903	20		1 796		26 127
Immobilisations incorporelles	3 887	64	(8)	1 072	(4)	2 875
Immobilisations corporelles	22 032	5 539	(4 575)	2 796	(4 263)	24 463
Immobilisations financières	11 101	661	(98)		(1)	11 665
TOTAL	64 923	6 284	(4 681)	5 664	(4 268)	65 130

Dépréciation des goodwill et fonds de commerce

Les goodwill éléments incorporels des fonds de commerce font l'objet d'un amortissement linéaire sur 30 ans en ce qui concerne les titres de presse et sur 10 ans en ce qui concerne les autres activités du Groupe. L'amortissement des titres de presse et le choix d'une durée de 30 ans sont liés à la notion de « MARQUE », à la mutation numérique incontournable et à l'obsolescence programmée des supports papier.

Tests de dépréciation

Les Ecart d'acquisition et fonds de commerce associés font l'objet de tests de dépréciation basés sur les flux prévisionnels de trésorerie attendus de l'exploitation des différents titres de presse quotidienne ou hebdomadaire. Chaque titre de presse quotidienne constitue une unité génératrice de trésorerie ; la presse hebdomadaire constitue une seule unité (CENTRE FRANCE HEBDOS).

Les flux prévisionnels de trésorerie résultent de la valeur actualisée des excédents bruts d'exploitation futurs calculés sur une période de six ans, associée à une valeur de sortie basée sur le chiffre d'affaires prévisionnel.

La comparaison des valeurs ainsi obtenues à celles résultant de l'amortissement linéaire des goodwills sur les durées précitées déclenche une dépréciation exceptionnelle dudit goodwill dans l'éventualité où la valeur des flux actualisés de trésorerie apparaît plus faible que la valeur, nette des amortissements pratiqués, de ces mêmes goodwills.

Selon cette définition, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2023.

C - Suivi des écarts acquisition (en k€)

(en milliers d'euros)	Valeur début période	Aug sur acquisition/Dot Amort	Aug sur variation de périmètre	Diminution	Valeur Fin de période
Valeur Brute	52 404	20			52 424
Amortissements	(24 501)	(1 796)			(26 297)
VNC	27 903				26 128

D – Les opérations de location financement

L'impact à la clôture de l'activation des biens financés par contrat de « location financement » peut être synthétisé comme suit :

en K euros

Nature	Valeurs Brutes	Amortissements	Nette fin N	Nette fin N-1
Constructions	2 990	(2 243)	747	897
Immobilisations financées en crédit bail	2 990	(2 243)	747	897

E – Sociétés mises en équivalence

Détail des titres des sociétés mises en équivalence :

Sociétés	Titres mis en équivalence		Contribution au résultat consolidé	
	N	N-1	N	N-1
NRCO	3 782	3 813	(31)	(160)
DEDICAST	626	495	13	14
Titres mis en équivalence	4 408	4 308	(18)	(146)

F – Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Matières premières, approvisionnements	1 119	(50)	1 069	1 307
En cours de biens	68		68	54
Produits intermédiaires et finis	378	(153)	225	390
Marchandises	0		0	0
TOTAL	1 565	(204)	1 361	1 752

Les stocks sont constitués principalement de matières premières (Papiers, encres, plaques). Les produits intermédiaires et finis correspondent aux stocks de livres.

G – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Créances clients	17 656	(1 148)	16 507	16 261
TOTAL	17 656	(1 148)	16 507	16 261

Toutes les échéances des créances clients et comptes rattachés sont exigibles à moins d'un an.

H – Autres créances et comptes de Régularisation actif

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Avances et acomptes versés	268		268	115
Autres créances (1)	11 125	(688)	10 437	8 375
Charges constatées d'avance	2 305		2 305	2 406
Actifs d'impôt différé	3 018		3 018	3 524
TOTAL	16 715	(688)	16 027	14 421

(1) Les autres créances sont constituées de la manière suivante (en valeur nette):

(en milliers d'euros)	valeur nette N	valeur nette N-1
TVA récupérable	3 331	3 003
Créance sociales et fiscales	1 456	2 932
Créances diverses	5 650	2 440
TOTAL	10 437	8 375

I - Trésorerie

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Valeurs Mobilières de placement	4 391	(277)	4 114	3 272
Disponibilités	11 590		11 590	11 072
Total trésorerie active	15 981	(277)	15 704	14 344
Concours bancaires courants			0	(51)
TRESORERIE NETTE	15 981	(277)	15 704	14 294

J – Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Groupe	Minoritaires	Totaux
Situation des capitaux propres consolidés d'ouverture	26 738	2 093	28 831
Résultat consolidé N	(1 328)	109	(1 219)
Variation de capital			0
Dividendes versés autres sociétés			0
Dividendes versés MEE	234		234
Variations de périmètre (1)			0
Autres variations (2)	(2)	2	(0)
Capitaux propres consolidés à la clôture	25 642	2 204	27 847

(1) Incidence rachats aux minoritaires du Groupe et sortie du périmètre

(2) Réaffectation d'une quote part des capitaux propres des minoritaires au Groupe (y compris ajustement sur taux de détention)

K – Provisions pour risques et charges

Les mouvements des provisions pour risques et charges s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Provisions pour risques et charges	5 858	2 562		(3 099)	5 322
Provisions pour I.D.R.	7 989	365		(64)	8 290
TOTAL	13 847	2 927	0	(3 162)	13 612

Détail des provisions pour risques et charges en fin d'exercice

(en milliers d'euros)	Montant
Provisions pour I.D.R.	8 290
Provisions pour litige sociaux et autres contentieux	4 733
Provision pour médaille du travail	319
Provisions clients et retours	270
Total provisions pour risques et charges	13 612

L - État des échéances des dettes

(en milliers d'euros)	Montant total	Montant à un an au plus	Montant à plus de 1 an et - de 5 ans	Montant à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des E.C.	9 111	1 703	3 880	3 528
Emprunts et dettes financières diverses	7	7		
Avances et acomptes	1 589	1 589		
Dettes fournisseurs	11 082	11 082		
Dettes fiscales et sociales	19 429	19 429		
Dettes sur immobilisations	310	310		
Passifs d'impôts différés	5 958	5 958		
Autres dettes	3 325	3 325		
Produits constatés d'avance	17 461	17 461		
TOTAL	68 272	60 864	3 880	3 528

Les produits constatés d'avance correspondants pour l'essentiel aux dettes abonnées à servir dans les titres de Presse et Hebdomadaire. Ces dettes sont individuellement calculées à l'aide du logiciel de gestion des ventes abonnées « ZUORA ».

L-1 Variation de l'endettement du Groupe

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Empr & dettes..Ets crédit	4 374	7 000		(2 263)	9 111
Intérêts courus sur emprunts	0				0
Concours bancaires courants	50			(50)	(0)
Emprunt en crédit-bail	0				0
Dettes financières diverses	8				8
TOTAL	4 431	7 000	0	(2 313)	9 118

Au cours de l'exercice, le Groupe a remboursé un montant de 2,31 M€ d'emprunts et de concours bancaires et a souscrit de nouveaux emprunts à hauteur de 7 M€.

Lignes de crédit

Le Groupe bénéficie de lignes de crédit d'un montant total de 4,784 Millions € réparties de la manière suivants :

- BNP PARIBAS 0,5 M€
- SOCIETE GENERALE 0,45 M€
- CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE 1,5 M€
- ARKEA 0,834 M€
- CREDIT AGRICOLE 1,5 M€

IV – Détail Compte de résultat**A - Chiffre d'affaires consolidé par activité****Récap par activité :**

Activité	CA en k euros	
	2023	2022
Presse Quotidienne	94 066	99 377
Presse Hebdo	4 533	4 596
Publicitaire	35 341	35 835
Labeur	819	756
numérique contenus + Pub	9 882	8 192
Formation	3 039	3 520
Editions	1 236	1 638
Evenementiel	6 919	6 657
Autres	2 677	2 657
TOTAL	158 512	163 228

B – Effectifs et frais de personnel

Les effectifs du groupe sont de 1 463 personnes en 2023 contre 1 463 personnes au 31 décembre 2022.

	2023	2022
Effectif périmètre constant n/n-1	1 463	1 460
Effectif sur variation périmètre		3
Total effectif groupe Centre France	1 463	1 463

La participation des salariés est comptabilisée dans les charges de personnel, elle s'élève à un montant de 417 K€ en 2023 contre 390 K€ en 2022.

L'intéressement des salariés est comptabilisé dans les charges de personnel pour un montant de 406 K€ en 2023 contre 366 K€ en 2022 ;

Les frais de personnels se décomposent de la manière suivante

Les frais de personnels évoluent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Salaires et traitements	62 287	61 337
Charges sociales	22 728	22 862
Total frais de personnel	85 016	84 199

C – Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations allouées au titre de leurs mandats est de 929 939 euros.

D – Résultat financier

Les principaux éléments du résultat financier sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2023	2022
Autres produits de participation	30	504
Produits des autres val. Mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	284	98
Produits nets sur cessions de VMP		
Reprises de provisions, transferts charges	101	12
Autres produits financiers	0	0
PRODUITS FINANCIERS	415	615
Intérêts et charges assimilés	(439)	(70)
Dotations aux provisions financières (VMP et comptes courants)	0	(65)
Autres charges financières	0	(4)
CHARGES FINANCIERES	(439)	(138)
RESULTAT FINANCIER	(23)	476

E - Résultat exceptionnel

Les principaux éléments du résultat exceptionnel sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2023	2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	551	1 514
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	1 644	105
Reprises de provisions, transferts charges	1 922	10 988
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 117	12 607
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(3 108)	(8 663)
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	(194)	(198)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(2 131)	(805)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(5 433)	(9 666)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 316)	2 941

Le détail du résultat exceptionnel 2023 est le suivant :

(en k euros)	2023	2022
Impact des IDR sur l'exercice	(301)	2 414
Dot et Rep aux prov pour Risques et charges	187	5 831
Plus ou moins value de cessions d'actifs	1 365	72
Dépréciations d'actifs immobilisés	(394)	
Indemnités départs et versements sur litiges	(2 370)	(5 030)
Autres produits et charges	197	(347)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 316)	2 941

F - Impôt sur les sociétés

Détail de l'impôt sur les sociétés :

(en k euros)	2023	2022
I.S. comptabilisé par les sociétés	308	114
Impôts différés	284	1 624
Total	592	1 739

Preuve de l'impôt :

(en k euros)	2023	2022
Résultat consolidé	(1 219)	62
IS consolidé (I)	592	1 739
Résultat consolidé avant IS	(626)	1 801
Amortissements des goodwill	2 213	2 198
Charges définitivement non déductibles	140	556
Reports déficitaires non activés	1 058	3 372
Autres retraitements	0	0
Résultat sur MEE	18	146
Résultat consolidé corrigé	2 802	8 073
Impôts Théorique à 25% (II)	701	2 018
Crédit d'impôts	(109)	(279)
Ecart entre IS consolidé et IS théorique (I-II)	0	(0)

Limitation des reports déficitaires sur les filiales suivantes :

- LA REPUBLIQUE DU CENTRE
- CENTRE FRANCE HEBDOS
- CENTRE FRANCE PUBLICITE
- L'YONNE REPUBLICAINE

Les déficits non activés au 31 décembre 2023 s'élèvent à un montant de 33 023 K€.

Analyse des impositions différées de l'exercice

	Impôt différé début	Variation périmètre	Impact Résultat	Impôt différé fin
Ecart sur prov. ND ex. comptab.	147		23	169
Suppression sub invest	0		61	61
Reports déficitaires	2 574		(691)	1 883
IDR	1 997		75	2 072
Homogén. / Cession intra	905			905
Limitation fiscalité différée active	0			0
TOTAL I.D ACTIF	5 623	0	(532)	5 092
Provisions réglementées	(7 170)		210	(6 960)
Provisions sur titres et C/C	(693)			(693)
Provisions sur filiales intégrées	0			0
Crédit Bail	(222)		37	(185)
Homogén. / Cession intra	(194)			(194)
TOTAL I.D PASSIF	(8 279)	0	248	(8 032)
SOLDE	(2 656)	0	(284)	(2 940)

Solde impôt différé Actif	3 525
Solde impôt différé Passif	(6 181)
Solde impôt différé	(2 656)

3 018
(5 958)
(2 940)

G- Engagements hors bilan

A - Les engagements donnés par le Groupe à différents organismes bancaires ou financiers sont les suivants :

Emprunteur	Prêteur	Nature	Engagements	Valeur
La Montagne	BPI	Montant de 50 000 € sequestré comme gage espèces remboursé au terme du contrat.	Capital restant du	200 000 €
La Montagne	ARKEA	Nantissement sur le fonds de commerce LA MONTAGNE	Capital restant du	25 298 €
La Montagne	CE	Nantissement sur le fonds de commerce LA MONTAGNE	Capital restant du	101 558 €
La Montagne	CACF	Nantissement sur le fonds de commerce LA MONTAGNE	Capital restant du	202 755 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	167 100 €
La Montagne	CEAL	Nantissement	Capital restant du	209 062 €
La Montagne	BPI	Nantissement	Capital restant du	208 333 €
La Montagne	SG	Nantissement	Capital restant du	322 962 €
La Montagne	CEAL	Nantissement	Capital restant du	336 565 €
La Montagne	BNP	Nantissement	Capital restant du	307 904 €
La Montagne	CE	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	ARKEA	Nantissement	Capital restant du	500 000 €
La Montagne	CE	Hypothèque	Capital restant du	628 000 €
La Montagne	CACF	Hypothèque	Capital restant du	523 000 €
La Montagne	BNP	Hypothèque	Capital restant du	258 000 €
La Montagne	SG	Hypothèque	Capital restant du	172 000 €
La Montagne	ARKEA	Hypothèque	Capital restant du	419 000 €
La Montagne	BPI	Montant sequestré comme gage espèces	Capital restant du	2 500 000 €
	TOTAL			9 081 537 €

En 2019, la société a procédé à la mise en place d'un contrat de FIDUCIE-GESTION au titre du rachat des titres d'un ancien actionnaire. Les titres en FIDUCIE sont comptabilisés au 31 décembre 2023 en immobilisations financières pour leur valeur d'acquisition.

V – Autres informations

A – Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à mentionner.

A la date d'arrêté des comptes 2023 par le conseil d'administration, la continuité d'exploitation du Groupe n'est pas remise en cause.